

Séditions

Septembre 2016

n°8



**Définition: révoltes concertées contre l'autorité publique.
Synonyme d'attentats, complots, insurrections, émeutes, agitations**

**JOURNAL ANARCHISTE APÉRIODIQUE
DE BESANÇON ET DE SES ENVIRONS**

seditions@riseup.net

QUI DIT RENTRÉE DIT REPRISE DES HOSTILITÉS !

Un été de révoltes.

Alors que la fin de l'année a connu des troubles sociaux qui ont donné du fil à retordre au pouvoir, l'été 2016 a été marqué par des révoltes enflammées contre ce monde de misère et d'oppression. Elles ont ciblé en premier lieu ceux qui exercent la violence du pouvoir la plus manifeste, à savoir les flics et les gendarmes. Si certains partent en vacances, d'autres continuent à subir l'univers carcéral des quartiers-ghettos. Mardi 19 juillet à Beaumont-s/-Oise dans le Val-d'Oise (95), Adama Traoré n'a pas survécu à son interpellation par les gendarmes. Pour dissimuler sa mort par étouffement aux mains des bleus, l'État a immédiatement parlé de « problèmes cardiaques [...] problèmes respiratoires [...] infections pulmonaires », etc... Face à ce macabre scénario que le pouvoir a orchestré avec la complicité des médias à ses ordres, et qui se répète à chaque fois qu'il y a un mort entre les mains de la police, plusieurs nuits de révolte se sont succédé à Beaumont et à Persan lors desquelles des bâtiments municipaux et de l'État (commissariats, bibliothèques, garages de véhicules municipaux) et des infrastructures du capital (stations-service, supermarchés, etc...) sont partis en fumée et/ou ont eu leurs vitres brisées. La révolte, qui parle à toute âme insoumise et rebelle, s'est même propagée à l'intérieur de la prison d'Osny (refus d'obéir aux matons et incendies) et dans certains départements, comme par exemple à La Courneuve (Seine-St-Denis), dans le quartier du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie (Yvelines), où les flics ont connu plusieurs nuits de représailles de la part de groupes de jeunes. Ces attaques contre les institutions et infrastructures de cette société sont la preuve même qu'aucune justice n'est possible dans ce monde, tant qu'il n'est pas anéanti. « Réclamer que justice soit faite », c'est demander à l'État de condamner un assassin en uniforme, lui-même mandaté pour appliquer l'ordre, ce qui revient à exiger que le pouvoir se condamne lui-même. C'est compter sur lui pour appliquer une quelconque justice, qui a toujours été et est au service des riches et des dominants. Quand bien même le meurtrier assermenté serait reconnu coupable d'homicide volontaire, les conditions imposées par ce système d'exploitation et d'oppression continueraient à exister.

A Besançon, dans la nuit du 14 au 15 juillet, une révolte a explosé à la face des oppresseurs : les contrôleurs, de plus en plus présents en fin de service sur les lignes du tramway (et notamment dans les quartiers populaires), ont récolté pour la première fois la rage qu'ils sèment chaque jour en harcelant les pauvres sans titres de transport. Un de ces uniformes de « Besançon Mobilités » se souviendra longtemps de cette nuit, puisque le jet de pavé qui a traversé la fenêtre de son véhicule l'a mis K.O. pour plusieurs semaines. Plusieurs tramways et bus ont été caillassés, du mobilier urbain a été dégradé, des barricades enflammées sur les voies ont contraint la société de transport *Ginko* à interrompre le trafic jusqu'au lendemain 10h. Les flics, toujours là pour défendre cet ordre fondé sur le fric et la marchandise, ont

aussi subi la colère des rebelles par des caillassages. Et pour couronner cette belle soirée, aucune personne n'a été interpellée.

L'État sort chaque jour des lois dégueulasses.

De la loi « travaille ! » au « service civique obligatoire ».

Les quatre mois de lutte enragée contre la loi « travail » ont mis à mal la société et ses sbires armés, ce qui a amené le pouvoir à se venger contre les rebelles, comme le déchaînement répressif a pu nous le montrer (selon un bilan officiel du ministère de la justice publié le 7 juillet 2016, 896 personnes ont été placées en garde à vue et 32 condamnées à des peines de prison ferme depuis le début du mouvement. Parmi ces gardes à vue, 520 concernaient "des violences contre les forces de l'ordre", 188 des "atroupements armés" et 89 des "dégradations"). Il y a eu des blocus de lycées et de facs, des blocages de l'économie en ses points névralgiques, des sabotages ainsi que des destructions de tout ce qui assure l'exploitation et l'oppression. Mais il ne faut bien sûr pas s'arrêter en si bon chemin (vers l'insurrection). Et les raisons de s'engouffrer dans ces chemins si peu explorés sont légion, car chaque jour le pouvoir aménage et renforce son assise par des lois tout aussi immondes les unes que les autres. Le service militaire n'existe plus depuis longtemps, mais l'État prévoit pour l'année 2016-2017 sa version modernisée et adaptée aux besoins du marché et du capital. Le gouvernement compte bien enrôler chaque jeune, à l'année de ses 18 ans, pour le faire bosser tout l'été dans une entreprise, assoc' à la con ou institution considérée comme « d'utilité publique » (comme l'armée, la gendarmerie, la police, l'éducation nationale, etc...). Ce nouveau service national se complétera jusqu'à 25 ans par six autres mois de stage (à réaliser en une seule fois ou en deux fois trois mois). C'est un programme de rêve pour les patrons et l'État, qui lâcheront quelques miettes à l'exploité (entre 400 et 600 balles) au bout de la mission accomplie. Bienvenue dans le monde des adultes, où on apprend à trimer des journées entières pour de l'argent de poche, à endurer les conditions de merde du travail, les caprices du patron et des petits-chefs, les horaires et cadences qui lobotomisent les esprits, réduisent à néant toute autonomie et énergie. Dès 18 ans, c'est le modèle idéal du bon larbin des possédants qu'il s'agit de transmettre. Au-delà du fait de pourrir les jeunes esprits par le goût de l'exploitation et de la compétition, l'idée est de dresser et de formater le jeune afin qu'il devienne le parfait citoyen tant attendu par l'État, en lui inculquant le patriotisme, le respect des lois, ainsi qu'une mentalité de mouton et de poucave...

Quant à nous, réussissons-nous à rompre avec l'impasse de la résignation et à prendre nos vies en main, en généralisant la rébellion contre cet avenir toujours plus merdique que les dominants nous annoncent ?

A l'assaut du vieux monde

Quelques heures avant la journée du 1er mai, plusieurs vitrines de ce monde de merde ont été défoncées d'après une brève publiée sur indymedia nantes : dans la rue Battant, la grande vitrine de l'agence de gestion immobilière "Nicolas" a été fissurée. Plus bas dans la rue, le magasin de fringues nationaliste *Military Look - National Fripes* a perdu une de ses vitres. [...] Enfin, le constructeur notoire de prisons, *Bouygues*, qui possède une agence dans la *grande rue* du centre-ville, a dû mettre une planche en bois pour masquer la vitre réduite en miettes.

Le 12 mai, la fin de manif contre la loi « travail » s'est terminée par l'attaque d'une dizaine d'agences d'assurance, d'interim et immobilières (*Pro BTP, Temporis interim, SAMCIC*

interim, Randstad, côté Job, ICADE, ERA immobilier, Matmut...), toutes situées entre la *Place Flore* et la *rue Fontaine Argent*. Les vitres ont été étoilées et pour certaines pulvérisées ; des tags contre la « dictature du capital » ont accompagné ces actions destructrices. Lors de cette même soirée, les locaux du PS et les bâtiments de la mairie ont été recouverts de tags : « 49.3 on se vengera / Nique l'État PS » sur les locaux du parti au pouvoir ; « Ils ont le 49.3, on a des 6.65 ; Que crève le vieux monde ; Ni loi ni travail », sur le bâtiment de la municipalité. Les murs du poste de police municipale situé à proximité n'ont pas été oubliés : « CRS=SS ; Mort aux flics ». Le 10 mai dans la soirée de l'annonce du passage en force de la loi « travail » par le gouvernement (avec l'outil

démocratique du 49.3), des agences bancaires du centre-ville et leurs DAB ont été défoncés à coups de marteau lors de la manif sauvage, malgré la présence des flics de la BAC en queue de cortège. Comme quoi, même avec les flics au cul, tout est possible !

20 mai. Au cours de la nuit de jeudi à vendredi dans le quartier de Battant, les flics font les cow-boys sur la *place Marulaz* et trouvent un prétexte fallacieux pour interpellier une jeune femme de 19 ans. Mais une trentaine de personnes présentes sur place s'oppose à l'interpellation. Soudainement, un chien de la brigade canine sort les crocs et mord un keuf. Alors si même les chiens policiers se mettent à détester la police...

LA CHARITÉ, PARFAIT ALIBI DE LA MACHINE À EXPULSER

Les guerres et les conditions de merde qu'infligent le capital et les États poussent des milliers de gens sur les routes de l'exil. Beaucoup d'entre eux fuient les persécutions religieuses et étatiques vers les pays d'Europe, dans l'espoir d'obtenir le statut de réfugié ou l'asile. Pour les autorités, il s'agit de les fichier (notamment à travers le recours à une base de données génétiques mise en place par le règlement *Eurodac*, qui fait partie de la loi *Dublin II*) de les maintenir sous contrôle, de les parquer en attente de renvoi. Les plus diplômés peuvent « gagner » le droit de rester, puisqu'ils sont directement exploitables par l'économie. Mais pour la grande majorité d'entre eux qui parviennent à arriver vivants sur le territoire national, c'est l'enfer qui les attend, autrement dit une « vie » de peur et d'angoisse permanentes de se faire arrêter par les flics, de finir enfermés en CRA pour ensuite être expulsés vers leur pays d'origine (ou leur premier pays « d'accueil » européen, selon le règlement *Dublin III*).

Pour fichier, trier, enfermer et expulser les sans-papier, l'État a recours à de multiples associations caritatives, qui en échange se font arroser généreusement de subventions. Les plus notoires sont : la *Croix-Rouge* qui s'illustre actuellement en épaulant les flics à la frontière entre Menton et Vintimille pour renvoyer les migrants qui cherchent à venir en France vers les CIE (centres de rétention italiens), dont elle a la gestion ; *Emmaüs*, l'association de l'abbé Pierre, qui trie les sans-papiers à Paris afin de faciliter le travail policier, gère des centres d'accueil ; *L'ordre de Malte* et *France Terre d'Asile*, qui s'occupent pratiquement de l'ensemble des centres de rétention en France ; La *CIMADE*, qui intervient dans les CRA soit-disant pour le droit des réfugiés mais qui en réalité cherche à rendre leur enfermement « plus humain », c'est-à-dire plus acceptable. Elles jouent le rôle idéal que l'État attend : celui de pacificateur social. Mais ces gros organismes caritatifs (les plus connus) qui se partagent le gâteau sur le marché de la misère des sans-papiers sont loin d'être les seuls à intervenir. On avait déjà évoqué dans le 6ème numéro le rôle de *La Vie Active* à Calais, puisque cette association a remporté la gestion du méga-camp de rétention ultra-sécurisé.

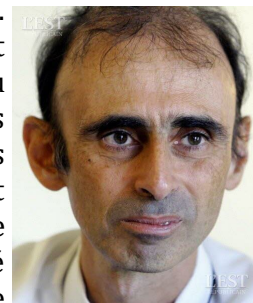
A Besançon comme dans de nombreuses villes de l'hexagone, une nouvelle méthode de flicage des sans-papiers a été expérimentée par l'État durant l'été 2016, dans le cadre de la nouvelle réforme du CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) votée le 7 mars de la même année : l'assignation à résidence, qui est présentée comme une alternative à l'enfermement. Élargir les murs en dehors des prisons rentre dans la logique actuelle du pouvoir. Que ce soit pour les prisonniers (dépendant du ministère de la justice) comme pour les migrants (dépendant du ministère de l'intérieur), l'État tente de désengorger les prisons et les centres de rétention en infligeant des peines alternatives à l'incarcération, telles que le port du bracelet électronique, les contrôles judiciaires et diverses obligations de se rendre régulièrement chez les flics ou chez les juges, etc...

Dans la capitale du Doubs, l'association qui gère le « centre d'accueil pour réfugiés » (hébergement de nuit) de l'hôpital St-Jacques est l'*ADDSEA*, l'*Association Départementale du Doubs de Sauvegarde de l'Enfant et de l'Adulte*, située au 23, rue des Granges. Son personnel, et notamment ses médiateurs, en véritables flics, exercent un contrôle accru sur la vie des migrants, notamment en leur imposant le couvre-feu (21h). Au cas où ils ne rentrent pas au bercail, ils se font radier de tous les services sociaux (repas, fournitures diverses,

argents de poche, etc) et n'ont d'autre choix que la « démerde ». On leur fait payer le minimum de solidarité qu'ils pourraient recevoir, ne serait-ce qu'un plan pour dormir dans un environnement moins hostile, cafardeux et misérable que ces « centres d'accueil ». De plus, les migrants sont contraints de se rendre chaque jour au commissariat pour signifier leurs présences. S'il y a un quelconque écart au règlement du centre, l'association les exclut, prévient la police pour qu'elle se mette à leurs trousses, les embarque et les expulse. Ce flicage, qui ne met en aucun cas les migrants à l'abri d'une expulsion, les force à accepter le contrôle pour bénéficier d'un minimum vital pour survivre. Pour les flics, c'est aussi un avantage car ils savent où les trouver en vue de leurs expulsions. C'est pourquoi certains sans-papiers décident de couper court à ce chantage répugnant et désertent les services de l'État et de la mairie, au risque de se faire prendre, de se faire enfermer en CRA et d'être expulsés *manu-militari*.

Une ordure nommée Jean-Philippe Setbon

Cet été à Besançon, les expulsions ont battu des records. Quelques jours avant la rentrée scolaire, les flics sont venus embarquer à l'aube la famille *Feraj*, originaire du Kosovo, pays dans lequel elle est menacée de mort, alors qu'elle dormaient au centre d'hébergement St-Jacques (voir ci-dessus). La mère, prise d'un malaise au moment de la rafle, a été transférée à l'hôpital *Minjotz*, tandis que le père et les quatre enfants, tous menottés, ont été incarcérés au CRA d'Oissel à côté de Rouen. Le lendemain matin, ils ont été embarqués de force dans un vol spécial vers le Kosovo. Il s'avère que cette expulsion – parmi tant d'autres - a été menée par Jean-Philippe Setbon (photo ci-contre), sous-préfet de l'arr. de Besançon et secrétaire général de la préfecture du Doubs depuis fin décembre 2014. Cette ordure a un lourd passé en matière d'expulsions de familles sans-papiers. Pendant l'été 2011 à Poitiers, alors secrétaire de la préfecture de la Vienne, cette pourriture avait déjà à l'époque justifié et assumé publiquement les rafles et expulsions en cours. Expulser des personnes et familles vers la mort, ce salopard qui ressemble étrangement à Eric Zemmour en est fier ! Sa sale besogne pendant près de quatre ans aux côtés du préfet Tomasini avait été mis au grand jour par le biais d'affiches placardées partout dans Poitiers, qui appelait la population à la révolte. Il paraît que Setbon se balade souvent dans Besançon, et notamment dans le quartier Battant. Il ne reste plus qu'à l'empêcher de dormir sur ses deux oreilles...



Il existe des moyens considérables d'exprimer l'entraide et la solidarité envers les sans-papiers (comme en ouvrant des squats ou en récoltant denrées alimentaires, habits...) Cependant, une grande partie des personnes solidaires et révolutionnaires ont tendance à oublier que la solidarité pratique peut se réaliser par le sabotage des innombrables rouages de la machine à expulser qui, si l'on ouvre grand les yeux en se baladant, se trouvent partout : les banques qui balancent les sans-papiers aux flics (comme *La Poste*, *BNP Paribas*, *LCL*), les compagnies aériennes qui réalisent les vols telles que *Air France*, des sociétés de nettoyage qui entretiennent les CRA comme par exemple *Derichebourg*, ou ces fameuses associations charitables qui collaborent à la politique migratoire des États).

A l'assaut du vieux monde

Week-end des 21 et 22 mai. une voiture de la mairie et un véhicule des journaux de *l'Est Républicain* se sont faits crever l'ensemble de leurs pneus. Un communiqué publié sur internet explique les raisons de l'attaque : « la municipalité nous impose jour après jour ses projets urbanistes (éco-quartiers et autres résidences ultra-sécurisées, dans lesquels s'installeront bientôt une population boboisée prête à verser son fric dans de nouveaux commerces bio branchés) [...] Quant à *l'Est Républicain*, ça saute aux yeux de toute personne qui sait lire que ces larbins du pouvoir sont toujours prompts à relayer la propagande belliqueuse des flics, à lyncher tous ceux qui font le moindre pas de travers ou qui se rebellent contre cette société pourrie. » Par ailleurs, les vitres d'une agence bancaire de la *CIC* sont recouvertes de tags incitant à la révolte : « Détruisons ce qui nous détruit ; Brûlons les banques (A) » A côté, le DAB est obstrué à la peinture. Ces attaques sont dédiées à tous les inculpés du mouvement de révolte contre la loi « travail », que ce soit à Paris, Rennes, Nantes, Grenoble, Lyon....

28 mai. En ce samedi après-midi, des jeunes squattent sur la *pl. Beauquier* au niveau du *Bld. Léon*

Blum. Alertés pour des dégradations, les pompiers interviennent en compagnie des flics, ce qui n'est pas du goût des jeunes : la voiture de police repart avec son pare-brise brisé par des jets de pierres. Malheureusement, deux personnes sont interpellées.

3 juin. Dans la nuit de jeudi à vendredi, la permanence du sénateur « les républicains » Jacques Groperrin est recouverte d'un tag en rouge disant « 49.3-2-1 boom (A) ». C'est la troisième fois en quelques semaines que cette permanence est prise pour cible : la dernière attaque remontait au 19 mai, journée de lutte contre la loi « travail » qui a été marquée par le blocage du lycée Pasteur.

12 juin. Un homme est interpellé sur le parking de l'hôpital *Minjotz* en train de rayer des carrosseries de voitures. Sa petite spécialité est de s'en prendre uniquement aux berlines de luxe. Voilà une saine haine dirigée contre les bourgeois !

Début juillet, la gigantesque façade de la Chambre du Commerce et de l'Industrie a une nouvelle fois été souillée à la peinture. Résultat : une vingtaine de tâches multicolores ont été aperçues sur l'ensemble des murs blancs du bâtiment. C'est la deuxième attaque de ce type contre cette institution depuis le début du mouvement contre la loi

« travail » [la précédente avait eu lieu mi-avril, cf « Séditions n°7 ». Comme le rappelle un texte publié sur internet, la CCI « venait tout juste d'être nettoyée ».

25 juillet. Dans la nuit de dimanche à lundi, le nouveau lieu des intégristes catholiques de la « Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X », situé en plein centre-ville dans un ancien bâtiment de la fac de lettres, a été maculé de peinture et de tags : « Cathos intégristes dégagez ! », « A bas la calotte, vive la capote », « Ni Dieu ni maître », « Cathos fachos hors de nos vies ! »...

15 août. Rebelote, cette fois à l'adresse du 14 rue Lyautey (quartier *Saint-Claude*), où la Fraternité St-Pie X se planque depuis plusieurs années. « Ni ici ni ailleurs » et un symbole anarchaféministe ont été tagués sur la porte d'entrée ; la boîte aux lettres a dans le même temps été bouchée à la colle.

Cette organisation de fascistes religieux a acquis début juillet 2016, pour la modeste somme de 270.000 euros, le bâtiment de la *rue Sarrail* en plein cœur du centre-ville. Espérons que ce ne soit que le début des hostilités...

L'action directe et le sabotage sont des outils indispensables pour lutter contre la réaction !